

# Laurent Davezies : “Quand des territoires sanglotent sur leur sort, on a tendance à les croire”



© Vincent Baillais

Économiste spécialiste des territoires, auteur de *La Crise qui vient*, Laurent Davezies est consulté comme un oracle par les décideurs publics, à l'heure où l'argent public se fait rare. Dans un entretien sans langue de bois, il appelle à sauver la croissance en privilégiant les métropoles.

## **Certains territoires français ont-ils, paradoxalement, tiré profit de la crise depuis 2008 ou, du moins, la traversent-ils sans mal ?**

Tirer profit, non, mais il est évident que certains territoires s'en sortent mieux que d'autres, notamment les grandes métropoles. Pour ces territoires, la crise a eu, au pire, un effet de ralentissement sur les créations d'emplois. En réalité, de 2008 à 2009, ce sont les territoires industriels qui ont subi les plus grosses pertes d'emplois. En revanche, dans l'Ouest de la France, en particulier dans les métropoles, le retard de développement historique a été le meilleur bouclier contre la remise en cause du modèle de développement antérieur. Les autres territoires qui traversent bien la crise sont ceux dont les revenus sont inélastiques, c'est-à-dire peu sensibles, par rapport à la conjoncture : pensions de retraite, emplois publics...

## **Dans la crise que nous traversons, la question des territoires n'est-elle pas considérée comme secondaire ?**

Le débat sur les finances publiques se focalise sur les prélèvements obligatoires et les impôts. Aujourd'hui, l'essentiel des travaux dont nous disposons porte sur les impôts alors que l'autre dimension, celle de l'utilité de la dépense publique, est totalement ignorée.

## **Cela signifie que, lorsque le gouvernement décide de couper dans la dépense publique, il ignore totalement les conséquences...**

Je constate que l'on va toucher à la dépense publique sans en connaître les effets puisqu'il n'existe pas d'étude dans ce domaine. Je le redis, nous sommes orphelins de travaux. Si la dépense publique est réduite de 5 points du PIB – de 57 % à 52 % –, cela représente environ 100 milliards d'euros. Ces 100 milliards dépensés aujourd'hui ont des effets redistributifs puissants qui expliquent la baisse continue des inégalités territoriales depuis les années 1960.



### **La question “territoire” doit-elle primer, selon vous ?**

Je ne dis pas cela. Évidemment, la question sociale et économique est essentielle, mais avant de décider, nous devrions savoir ce qui se passe au niveau des territoires. Aujourd’hui, certains ne vont pas trop mal, mais se plaignent beaucoup, notamment dans l’Ouest du pays... Alors qu’il existe, dans le Nord-Est notamment, des territoires en grande difficulté qui sont très pénalisés. Ils ne peuvent pas compter sur l’économie résidentielle, leur industrie s’effondre, l’emploi public part ou est parti avec les fermetures de casernes. Ces territoires-là sont les plus dépendants des fonds public aujourd’hui. Il faut donc faire attention.

### **Faut-il continuer à créer de l’emploi public ?**

Il n’y a pas de réponse globale. Il faudrait pouvoir examiner chaque modification du stock d’emplois publics et son impact territorial. S’il n’y a pas de gisement de stratégie d’action publique dans les territoires, la question territoriale doit absolument être traitée dans les stratégies d’action publique. Cela est peu ou n’est pas fait aujourd’hui.

### **Comment expliquez-vous la rareté des données, études ou chiffres sur cette approche territoriale ?**

Je dois reconnaître qu’il y a eu de gros efforts en matière de données publiques ces dernières années. On sort d’une situation d’hiver absolu, car la situation était très mauvaise jusqu’au début des années 2000. Depuis, le développement d’Internet a révolutionné l’approche. À l’époque, les données de l’Insee étaient payantes ! Or notre système démocratique suppose la libre circulation de l’information brute afin de créer le débat. Les États-Unis sont très à cheval sur ce principe comme sur celui de la séparation entre l’organisme qui produit les données et celui qui les analyse. En France, l’Insee a tenu, puis a fini par céder... Plus largement, les données fournies par les administrations restent insuffisantes. Il est impossible par exemple d’obtenir le nombre de RSA par commune.

### **Y a-t-il une prise de conscience des décideurs politiques sur l’enjeu que constituent les territoires ?**

En réalité, vous apprenez très peu de choses aux politiques. En règle générale, ils savent. Ils hésitent, ils arbitrent sur des éléments qu’ils connaissent très bien. Mais l’analyse et l’action politique sont deux choses différentes.

### **Le projet de transformer la Datar en Commissariat général à l’égalité des territoires vous séduit-il ?**

Le problème n’est pas là. Ce sont les mécanismes du débat public qui sont biaisés. Comme je vous l’ai dit précédemment, le débat est assez peu irrigué en information. Quand des territoires sanglotent sur leur sort, on a tendance à les croire. L’aménagement du territoire doit être plus précis sur l’état des lieux et le diagnostic.

### **Vous ne croyez pas trop à la capacité de l’État à façonner l’aménagement du territoire ou à réduire l’inégalité des territoires...**

Même si la dépense publique diminue au cours des prochaines années de 5 points de PIB, la France ne changera pas de système. Nous vivons toujours dans une social-démocratie. Jamais nous n’avons connu, dans l’histoire, un système qui prend autant, sans violence, pour donner

aux autres, individus et territoires ! Même avec une dépense publique ramenée à 52 % du PIB, les effets de redistribution resteront colossaux. La baisse continue des inégalités de revenus entre les territoires depuis les années 1960 est due à des mécanismes de redistribution publics (prestations sociales, retraites, etc.) et privés (mobilité, tourisme). C'est peut-être dur à entendre pour l'État, mais cette cohésion territoriale est imputable à une grande politique territoriale implicite. La Datar, la politique de la ville, les politiques exclusivement territoriales, en clair les politiques explicites, c'est du ripolinage. Cela ne sert qu'à entretenir un beau débat. Par exemple, la crise que nous vivons aujourd'hui n'interroge pas du tout la Datar. En réalité, cela se joue à Bercy, à la direction générale des collectivités locales (DGCL), mais pas chez Cécile Duflot, ministre de l'Égalité territoriale.

### **Faites-vous le même constat sur le débat autour de la décentralisation ?**

En favorisant les métropoles, fer de lance de l'innovation, je constate que l'on accepte les inégalités et que l'on est prêt à les accentuer. Le cas de Lyon est de ce point de vue emblématique. Cette dynamique d'inégalité est vertueuse car la concentration est créatrice de richesse.



### **Ne risque-t-on pas d'accentuer les disparités territoriales, notamment entre ces métropoles et les territoires voisins ?**

La pompe à créer des richesses rejaillira sur les territoires grâce à nos mécanismes de distribution. La France, comme la plupart des pays développés, subit une usure mécanique de sa croissance. Nous devons donc la favoriser partout où cela est possible. Les métropoles sont un puissant levier car elles concentrent l'innovation. Le maintien ou l'amélioration de notre cohésion sociale et territoriale dépend certes de nos règles de prélèvement, mais surtout de l'augmentation de l'assiette. Aujourd'hui, les deux tiers du PIB dit compétitif se situent dans nos métropoles. Vouloir entraver la croissance ou prôner, comme certains écologistes, la décroissance, revient à mettre en péril notre pacte social.

### **Comment expliquez-vous les réticences sur le développement des métropoles ?**

La démocratie des modes de vie n'est pas une démocratie du développement économique. C'est ce que Jean Viard appelle la "démocratie du sommeil", les gens ne vivent pas où ils travaillent...

### **L'idée, reprise dans le futur projet de loi sur la décentralisation, des conférences territoriales pour déterminer le bon échelon pour chaque compétence vous paraît-elle bonne ?**

J'ai un doute sur l'efficacité. C'est de l'interterritorialité. Or les systèmes "inter" et non "supra", c'est avant tout la recherche du consensus. Cela nous éloigne des politiques discriminantes et audacieuses. Les choix sont lissés, rabotés. La collectivité la plus importante, qui se retrouve au centre, devra sans cesse montrer qu'elle n'est pas un ogre.

### **Est-ce un tort ?**

Mon constat est que la question territoriale et locale a énormément pâti de l'engouement pour la démocratie directe, la participation. Que l'on me comprenne bien, je suis un amoureux de la démocratie, mais je constate qu'elle ne marche bien que lorsqu'elle est appauvrie. Une démocratie enrichie rend impossible l'exercice démocratique. Comme l'a modélisé

Condorcet, la démocratie appauvrie est une démocratie avec des choix simplifiés. En France, la démocratie locale reste enrichie et demeure dans une culture très IV<sup>e</sup> République.

Propos recueillis par [Bruno Botella](#) et [Laurent Fargues](#)

Photos : Vincent Baillais

### **Parcours**

**1980** Enseigne à l’Institut d’urbanisme de Paris (jusqu’en 2010)

**1996** Contribue au premier “Rapport sur la cohésion” de la Commission européenne

**1999** Représente la France dans la rédaction du schéma de développement de l’espace communautaire (Conseil des ministres européens)

**2000** Membre du conseil de développement de la ville de Paris

**2002** Enseigne à Sciences-Po (jusqu’en 2013)

**2008** Publie *La République et ses territoires* (Seuil)

**2010** Professeur titulaire de la chaire “Économie et développement des territoires” au Cnam

**2012** Publie *La Crise qui vient, la nouvelle fracture territoriale* (Seuil).